

INSTITUT  
MONTAIGNE



## Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France

**Un travail inédit : 600 séries statistiques récoltées et analysées**

**Toutes les relations entre la France et le monde arabe passées au crible :  
démographie, échanges économiques, financiers, culture, *soft power*, sécurité**

Paris, le 24 août 2017 – À quelques jours de l'ouverture de l'édition 2017 de la Semaine des ambassadeurs, l'Institut Montaigne publie un nouveau rapport sur la politique menée par la France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Nos liens historiques, humains et économiques avec cette région sont profonds et appelés à s'amplifier au cours des prochaines décennies. Avons-nous pris la mesure de ce destin commun ? Notre stratégie est-elle à la hauteur des défis d'une région en pleine transformation et porteuse de risques comme d'opportunités majeurs ? Comment la France peut-elle renforcer son influence dans une zone fondamentale pour son économie, sa sécurité et son identité ?

Ce travail inédit se fonde sur une analyse de plus de 600 séries statistiques : des flux humains, économiques et financiers, culturels et sécuritaires tenant à notre *soft power*, présents et passés, entre la France et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Son objectif : partir des faits, objectiver la nature et la densité de notre relation avec cette région et, enfin, définir une nouvelle politique à partir de ceux-ci. Ce rapport est une véritable feuille de route pour repenser la politique arabe de la France durant ce quinquennat.

« Notre constat est sans appel. L'avenir de la France est lié au développement et à la stabilité de cette région. Nos deux mondes s'interpénètrent et s'influencent mutuellement. Malgré ces liens profonds, chaque année, notre influence décroît dans une zone pourtant fondamentale pour notre économie, notre sécurité et notre identité. Il est urgent d'élaborer une nouvelle stratégie et un nouveau discours vis-à-vis du monde arabe. En particulier avec les pays du Maghreb, avec lesquels nos relations sont les plus denses », explique Hakim El Karoui, qui a dirigé ce rapport. Hakim El Karoui est le fondateur d'un cabinet de conseil en stratégie, Volentia, il est aussi essayiste et fondateur du Club du XXI<sup>e</sup> siècle. Il a également dirigé un précédent rapport pour l'Institut Montaigne, [\*Un Islam français est possible\*](#), publié en août 2016.

## La France et le monde arabe : une perte d'influence, malgré des liens étroits

### Des liens profonds entre la France et le monde arabe...

Les liens entre la France et l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont structurants. Le monde arabe est présent en France et la France influence le monde arabe. Près de **6 millions de personnes vivant en France ont un lien identitaire avec la région** et **1,2 million de Français y vivent**, dont la plupart sont des binationaux. **Un francophone sur six** vit dans cette région. Le monde arabe est non seulement la principale source de l'immigration en France, mais aussi la première zone d'origine des étudiants étrangers dans notre pays. L'investissement éducatif de la France dans le monde arabe est massif : deux fois plus important qu'en Europe et qu'en Afrique subsaharienne. Les liens entre la France et l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont structurants. Le monde arabe est présent en France et la France influence le monde arabe. Près de **6 millions de personnes vivant en France ont un lien identitaire avec la région** et **1,2 million de Français y vivent**, dont la plupart sont des binationaux. **Un francophone sur six** vit dans cette région. Le monde arabe est non seulement la principale source de l'immigration en France, mais aussi la première zone d'origine des étudiants étrangers dans notre pays. L'investissement éducatif de la France dans le monde arabe est massif : deux fois plus important qu'en Europe et qu'en Afrique subsaharienne.

Au plan économique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient représentent **près de 20 % des échanges de biens de la France, aussi bien dans des secteurs stratégiques comme l'énergie et la vente d'armes, que pour le commerce courant**. C'est plus qu'avec la Chine et presque autant qu'avec les Etats-Unis.

L'investissement diplomatique dans la région y est également important et un **tiers des opérations militaires que la France conduit actuellement s'y déroulent**.

**Notons que cette interpénétration est avant tout franco-maghrébine**. En effet, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie représentent :

- 80 % de l'immigration depuis la région ;
- 80 % du contingent d'étudiants étrangers en France ;
- 28 des 33 millions de francophones présents dans la région.

Les échanges de biens (27 milliards d'euros en 2015) avec le Maghreb sont par ailleurs supérieurs de 50 % aux échanges avec le Golfe (19 milliards d'euros en 2015).



*L'ensemble de nos infographies est disponible sur demande*

### mais une perte d'influence patente de la France

Malgré ces liens profonds, chaque année, l'influence de la France décroît. Alors que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient connaissent une croissance économique dynamique (environ 5 à 10 % par an depuis le début des années 2000 selon les années et les pays), la France **perd des parts de marché dans tous les pays de cette région** au bénéfice de nos concurrents étrangers et, notamment, des acteurs asiatiques, y compris au Maghreb où la France bénéficie historiquement de positions favorables : de 35 % de parts de marché pour les échanges de biens au début des années 1990, la France est passée à 15 % environ dans les trois pays du Maghreb au milieu de la décennie 2010.

Sur le plan culturel, **le soft power français s'affaiblit également au profit du monde anglo-saxon, de l'Allemagne, mais aussi des puissances régionales comme la Turquie et l'Arabie saoudite.**

Enfin, la France n'est plus aussi efficace dans son rôle de médiateur des conflits. Elle est **absente aujourd'hui des principaux schémas de résolution des crises.**

La position de la France dans le monde arabe est fragilisée, au moment même où les attentats djihadistes se multiplient et où l'islam radical progresse.

### La stabilité de la région, un enjeu majeur pour la France

La région Afrique du Nord et Moyen-Orient a connu une **modernisation extrêmement rapide**. L'alphabétisation croissante (en moins de cinquante ans, les sociétés de la région ont atteint un taux d'alphabétisation supérieur à 70 % chez les adultes et proche de 100 % dans tous les pays chez les 15-24 ans, y compris chez les femmes) ou l'affirmation de la place des femmes sont autant de signes d'une modernisation en cours. Les structures démographiques et socio-culturelles de ces pays évoluent et remettent en cause l'ordre politique des sociétés, expliquant une partie de l'instabilité de la région et des « Printemps arabes ». D'autres pays, où les frustrations sont grandes et où les Etats peinent à répondre aux aspirations politiques et économiques des populations pourraient connaître des épisodes similaires.

Or, la France a un intérêt majeur à la stabilité de la région pour les raisons suivantes :

- **sécuritaires** : compte tenu de l'imbrication de notre pays et du monde arabe, les conflits qui le traversent se répercutent sur notre territoire – depuis 1987, les attentats commis en lien avec un conflit du Moyen-Orient sont responsables de 91 % des victimes du terrorisme ;
- **culturelles** : le rapport à la France est une des lignes de partage des conflits qui bouleversent le monde arabe. Une partie des forces qui déstabilisent la région sont radicalement anti-françaises et anti-occidentales ;
- **économiques** : il est difficile de commercer avec des pays instables.

Ainsi, la France doit s'investir pour accompagner la transition du monde arabo-musulman.

### Quelle « politique arabe » pour la France ?

La France doit déployer un nouveau discours et une nouvelle doctrine vis-à-vis de cette région. Le terrorisme djihadiste, les migrations de masse à venir si elles ne sont pas contrôlées, l'expansion de l'islamisme qui résonnent en France nécessitent **des investissements politiques, économiques et culturels majeurs**, de part et d'autre de la Méditerranée.

Puissance stabilisatrice, la France doit aussi se replacer comme **puissance médiatrice** (*honest broker*) entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, les Algériens et les Marocains, les Israéliens et les Palestiniens, au sein de guerres civiles libyenne et syrienne. C'est la clé de sa crédibilité.

Enfin, sa relation au monde arabe et musulman ne peut être uniforme. « La France doit donner la priorité au Maghreb, qui, compte tenu de la densité des liens qui unissent cette partie de la région à la France, est devenu un enjeu national autant qu'international. Elle doit mettre en œuvre une véritable politique maghrébine reposant sur trois piliers : stabilité, économie et culture », précise Hakim El Karoui.

## **LES PROPOSITIONS DE L'INSTITUT MONTAIGNE**

**Proposition n°1 :** La France doit reconnaître son imbrication avec le monde arabe et définir une nouvelle stratégie pour la région, fondée sur une approche réaliste et sur un objectif de stabilité, afin de réduire les risques majeurs induits par la transformation rapide de ces pays.

**Proposition n°2 :** La France doit lutter efficacement contre l'exportation du salafisme et de l'islamisme dans la région et au-delà. Pour cela, elle doit adopter une position claire concernant l'islam politique, construire des alternatives en France, porter ce discours sur la scène européenne et mondiale afin d'inciter les pays concernés à cesser la propagation de cette idéologie.

**Proposition n°3 :** La France doit faire du Maghreb la priorité stratégique de sa politique dans la région – plutôt que le Levant ou le Golfe – en mettant en œuvre une politique reposant sur trois piliers : la sécurité, le développement économique et l'influence culturelle.

**Sécurité.** Une meilleure coopération avec les pays du Maghreb est indispensable pour lutter contre le terrorisme. Une relance de la coopération administrative est également nécessaire.

**Développement économique.** En prenant exemple sur la stratégie allemande en Europe centrale et orientale, la France doit développer une stratégie économique ambitieuse avec les trois pays du Maghreb. Trois projets pourraient être lancés : relance des discussions pour un traité de libre-échange UE-Maghreb, relance de la coopération administrative afin d'améliorer l'environnement juridique et fiscal des pays, mise en œuvre d'une stratégie d'intégration économique fondée sur l'utilisation des avantages comparatifs des pays et une dynamique de spécialisation régionale.

**Influence culturelle.** La communauté de destin entre la France et les pays du Maghreb doit inciter la France à développer un *soft power* fondé sur la diffusion de la langue et de la culture française, la valorisation des binationaux comme relais d'influence, l'amélioration de notre connaissance du Maghreb, la demande du statut d'observateur à l'Organisation de la conférence islamique ou encore la création d'une administration dédiée sur le modèle du Secrétariat général aux affaires européennes.

**Proposition n°4 :** La France et l'UE doivent se donner les moyens de répondre dès à présent aux crises migratoires présentes et à venir, et intégrer cette dimension fondamentale dans la politique étrangère qu'elles développent avec les pays de la région. Avec le Maghreb, il faut adopter une politique de cogestion de ces enjeux au sein du Dialogue 5+5<sup>[1]</sup>.

**Proposition n°5 :** La France doit adopter une politique étrangère équilibrée entre les monarchies du Golfe et l'Iran – en ne valorisant aucune puissance plus qu'une autre – et jouer un rôle de médiateur dans le conflit opposant Riyad et Téhéran.

**Proposition n°6 :** La France doit faire évoluer sa politique concernant plusieurs pays :

Au Liban, La France doit s'attacher à ne soutenir aucune communauté davantage qu'une autre et retrouver sa place de médiatrice.

En Syrie, une fois l'Etat Islamique tombé, la France doit rechercher une solution politique qui prenne en compte les intérêts des différentes puissances régionales sans faire du départ de Bachar al-Assad un préalable absolu à toute solution politique mais plutôt un objectif à court ou moyen terme.

En Israël, la France doit d'abord utiliser l'atout de sa diaspora pour développer le commerce et ses liens économiques avec ce pays, en favorisant les initiatives de la société civile, notamment économiques, et en améliorant les relations entre Israéliens et Palestiniens. La France doit aussi rappeler encore et toujours la nécessité d'une solution à deux Etats.

Avec l'Égypte, la France doit encourager le pouvoir à trouver un équilibre interne qui préserve une place à l'opposition et influencer sur lui pour permettre à l'Égypte de jouer un rôle constructif dans la crise libyenne.

Avec la Turquie, la France doit être ferme sur l'ingérence d'Ankara dans les organisations islamiques françaises et coopérer davantage dans la recherche de solutions pour le conflit syrien et les questions migratoires.

1. *Cadre de rencontre informel entre les pays suivants : Algérie, Espagne, France, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal et Tunisie.*

*Nous vous attendons sur Twitter, Facebook et sur Instagram.  
Inscrivez-vous à notre newsletter.*

\*\*\*

Contact presse :  
Institut Montaigne  
Lara Oliveau, Chargée de communication  
06 99 79 43 62 – [loliveau@institutmontaigne.org](mailto:loliveau@institutmontaigne.org)

**À propos de l'Institut Montaigne :**

***Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne est un laboratoire d'idées créé en 2000. Il élabore des propositions concrètes autour de quatre axes de politiques publiques : action publique, cohésion sociale, compétitivité et finances publiques. Adressés aux pouvoirs publics, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche ouverte sur les comparaisons internationales, rigoureuse et critique. L'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons très divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 2 % d'un budget annuel de 3,8 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne, think tank pionnier en France, souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique***